

NEWSLETTER NOVEMBER 2015

EUROLUX ACCOUNTING



An independent member of
Morison International

La fin de l'année approche et nous tenons particulièrement à vous remercier pour cette fructueuse collaboration au cours de l'année passée. Nous profitons également de l'occasion pour vous informer des futurs changements et développements prévus au Grand-Duché du Luxembourg.

Nous vous souhaitons une lecture instructive, une excellente année 2016 et nous nous réjouissons de poursuivre notre collaboration.

Alhard von Ketelhodt

VERSION FRANÇAISE
FRENCH VERSION
FRANZÖSISCHE VERSION



LA RHÉNANIE-DU-NORD-WESTPHALIE ACHÈTE DE NOUVELLES DONNÉES FISCALES

Les enquêtes se focalisent sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) et leurs clients

La Rhénanie-du-Nord-Westphalie s'est procurée pour la neuvième fois un accès à des données fiscales, plus précisément à plus de 50.000 opérations qui sont susceptibles de prouver « l'évasion fiscale et des accords frauduleux d'évasion d'un volume de 70 milliards d'euros ». Au départ, c'est un montant de 5 millions d'euros qui était annoncé pour l'acquisition de ces données, mais il semble que suite à une coopération entre les autorités françaises et allemandes, le vendeur n'a finalement rien perçu. Ces données proviendraient de la BCEE, laquelle a porté plainte contre X très rapidement après publication du « Leaking ». Alors que pour l'instant les enquêtes se limitent à environ un millier de clients disposant d'une fortune supérieure à 300.000 euros ainsi qu'à des prestataires financiers luxembourgeois et étrangers, le Parquet de Cologne et les services d'investigation fiscale de Wuppertal ont annoncé l'ouverture d'une procédure pénale à l'encontre de la BCEE. Depuis le début de l'échange automatique sur les revenus

„Cum-Ex-Trades“

A deux intervenants:

Une transaction « Cum-Ex » est générée par la vente d'une action après la décision de distribution de dividende mais avant le paiement de ce dernier. Après paiement de ce dividende, pour lequel la retenue à la source a été déduite (remboursable dans certains cas), l'action est revendue, à un prix réduit à hauteur du dividende octroyé. Suivant certaines conditions, il est possible de considérer le revenu de capitaux taxable comme réévaluation exonérée d'impôts.

A trois intervenants:

Une telle transaction est toujours sanctionnée, quand « l'action-cum » est vendue à découvert et que son vendeur ne peut faire face au contrat d'achat que par un achat couvert « d'actions-ex ». Dans ce cas, le vendeur peut faire valoir sous certaines conditions sa perte pour obtenir un retour sur son impôt sur le revenu du capital. En fin de compte, la retenue à la source n'est appliquée qu'une seule fois mais sera peut-être réclamée et remboursée à deux reprises.

d'intérêts entre les banques luxembourgeoises et les autorités allemandes, l'argent « sale » n'est plus le seul objectif dans le collimateur des autorités. En effet, les enquêtes portent désormais également sur les « cum-ex-deals » ou « stripping de dividendes », un procédé qui peut mener au double remboursement de l'impôt sur le revenu de capitaux. Suite à la coopération probable de plusieurs prestataires ou entités, nécessaire pour ce genre de transactions, le soupçon vise également des filiales luxembourgeoises et étrangères de la BCEE ainsi que la banque elle-même.

A ce jour, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie a récolté plus de 2 milliards d'euros supplémentaires grâce à ces données fiscales. Dans toute l'Allemagne, on estime le volume des recettes supplémentaires entre 4 à 5 milliards d'euros. Depuis 2010, ce sont environ 120.000 Allemands qui se sont auto-dénoncés comme fraudeurs fiscaux.

IMPOT SUR LA FORTUNE REMPLAÇANT L'IMPOT SUR LE REVENU DES COLLECTIVITES

Cette mesure doit encore être votée et entrera en vigueur au 1er janvier 2016.

Afin d'éviter une procédure d'infraction en matière d'incompatibilité entre l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC) minimum et le privilège mère-fille (2011/96/EU), l'IRC minimum est remplacé par un impôt sur la fortune (IF) minimum net, à partir du 1er janvier 2016. Le taux sera adapté et déterminé suivant deux critères :

- Si les immobilisations financières, créances envers des entreprises liées, valeurs mobilières et avoir en caisse représentent plus de 90 % du total du bilan et si cette somme dépasse 350.000 euros, l'impôt sur la fortune minimum s'élèvera à 3.210 euros.
- Si les différents postes ci-dessus ne dépassent pas 90% du bilan, ni 350.000 euros au total,

l'impôt sur la fortune se situera entre 535 et 32.100 euros.

Comme par le passé, l'impôt fortune pourra être réduit jusqu'à concurrence de l'impôt minimum par la création d'une réserve spéciale quinquennale.

Pour les sociétés qui se sont unies dans un régime d'intégration fiscale, l'impôt sur la fortune minimum sera limité à 32.100 euros. Dans ce cas, les sociétés concernées pourront profiter des mêmes réductions que décrites ci-dessus.

Les sociétés de titrisation et les sociétés d'investissement à capital risque (SICAR) actuellement non soumises à l'impôt sur la fortune seront soumises, comme les associations d'épargne-pension (ASSEP) et les sociétés d'épargne-pension à capital variable (SEPCAV), à l'impôt sur la fortune.

La procédure actuelle concernant le crédit d'impôt restera en principe en vigueur, cependant il ne peut réduire la charge fiscale de l'impôt sur la fortune à hauteur de l'impôt sur la fortune minimum.

De plus, cette nouvelle procédure prévoit qu'une réduction de capital social dans les 5 ans après intégration de la réserve pour l'impôt sur la fortune dans le capital de la société sera à considérer comme une dissolution anticipée de la réserve.

Le taux de l'impôt sur la fortune s'élèvera à 0,5 % sur les premiers 500 millions d'euros de la valeur nette de la société et à 0,05% sur la fortune au-dessus du seuil de 500 millions d'euros.

LE REGIME IP-BOX S'ARRETE AU 30 JUIN 2016

Les avantages restent valables jusqu'en 2021

Sous la pression du plan d'action BEPS et les accords de l'OCDE et de l'UE, le Luxembourg a été contraint de revoir son régime IP-Box en place, qui prévoit une exemption de 80% des bénéfices provenant des

droits de licence, avec une fin prévue suivant les conditions actuelles au 30 juin 2016.

Suivant un règlement transitoire, les sociétés bénéficiant de ce régime fiscal au 30 juin 2016 pourront bénéficier de l'avantage « Propriété Intellectuelle » (IP) jusqu'au 30 juin 2021.

Si vous voulez profiter de ce régime fiscal attrayant, nous vous conseillons de mettre en œuvre une structure adéquate avant le 30 juin 2015.

Si une telle structure est créée avant le 31 décembre 2015 et imputée dans la déclaration fiscale 2015, il ne devrait pas y avoir de doutes concernant le moment de l'établissement de l'IP-BOX. Si la création de la structure a lieu en 2016 et est mentionnée pour la première fois sur la déclaration fiscale relative à l'exercice 2016, le contribuable devra prouver que l'IP-BOX a réellement été créée avant le 30 juin 2016.

L'« ancien » régime IP-Box

- L'IP a été acquis ou développé après le 31.12.2007
- Pas d'acquisition de droits provenant de sociétés directement reliées
- Le droit IP ou les frais de développement ont été activés au bilan
- Les droits ne doivent pas nécessairement être formellement protégés ; par contre il est nécessaire d'avoir le droit exclusif d'utilisation dans un domaine spécifique
- La société doit avoir une adresse postale et au moins un directeur habitant le Luxembourg

AMNISTIE FISCALE

Le gouvernement a annoncé une amnistie fiscale pour une régularisation des avoirs et des revenus détenus par des personnes ayant leur résidence fiscale au Luxembourg. Cela va se traduire par une retenue de 10% sur le montant des impôts éludés qui seront régularisés en 2016 et de 20% pour les régularisations qui se feront en 2017.

DECISIONS DE LA COMMISSION CONCERNANT LES RULINGS FISCAUX POUR STARBUCKS ET FIAT FINANCE AND TRADE

Contexte et perspectives des décisions de la Commission.

Une fois son enquête achevée, la Commission européenne a considéré que les rulings des Pays-Bas (pour Starbucks) et du Luxembourg (pour Fiat Finance and Trade) représentaient des aides incompatibles avec les dispositions de l'article 107 al. 1 AEUV. Les pays concernés ont été condamnés au recouvrement de la charge fiscale d'environ 20 à 30 millions euros.

Aides-EU

- **Aide** : Tout avantage de toute nature accordé directement ou indirectement par les Etats ou par des moyens étatiques
- En général interdit
- Exceptions :
 - Aides sociales non discriminatoires pour les consommateurs (Art. 107 § 2a AEUV)
 - Elimination des préjudices en cas de catastrophe (Art. 107 § 2b AEUV)
 - Aides dans le contexte de la réunification allemande (Art. 107 § 2c AEUV)
 - Aides « de-minimis » d'une hauteur maximale de 200.000€ pour le même bénéficiaire endéans une période de 36 mois
 - Certains cas particuliers selon Art. 107 § 3 AEUV (p.ex. fonds régionaux, fonds structurels, etc.)
- Conséquences d'infractions :
Remboursement des avantages sans tenir compte d'une éventuelle force exécutoire suivant le droit national.

La Commission avait étudié la conformité de ces pratiques et l'a considérée comme non fondée :

- Les unités de torréfaction étrangères et les sociétés du groupe se trouvant dans une situation similaire à la société néerlandaise utilisent également des droits intellectuels protégés par la société anglaise sans payer de tels frais de licence.
- Compte tenu de la marge réalisée sur les grains de café achetés, le secteur de torréfaction n'a pas pu générer assez de bénéfices pour pouvoir payer les frais de licences dus correspondant au savoir-faire mis à disposition. Ces frais de licence ont donc servi à transférer les bénéfices issus de la vente d'autres produits (Thés, confiseries et gobelets) des points de vente Starbucks, au donneur de licence.

II.

La société luxembourgeoise Fiat Finance and Trade a effectué des prestations financières au sein du groupe. Sur base de son activité, comparable aux services bancaires, les bénéfices imposables ont pu être déterminés grâce au calcul du rendement du capital. Les rulings attaqués par la Commission avaient utilisé pour le calcul du rendement du capital une méthode artificielle suivant laquelle :

- les fonds propres constitués étaient inférieurs aux capitaux propres réels de la société.
- la rémunération de ce capital, déjà sous-évalué, a été fixée à des taux bien en dessous des taux du marché.

Les rulings sont-ils illégaux ?

La Commission a précisé dans son communiqué de presse du 21 octobre 2015 que les rulings fiscaux sont tout à fait légaux.

Les rulings constituent indéniablement un instrument tout à fait légitime s'ils respectent la législation nationale et européenne en vigueur. Les rulings sont d'ailleurs ancrés dans diverses législations nationales (par exemple §§ 204 ff. du code fiscal allemand). Aussi, les rulings constituent des atouts importants pour la sécurité juridique et la force d'une place financière. En effet, il est important de noter que :

Surtout dans de petites juridictions, dans lesquelles en peu de temps il n'y a pas beaucoup de jurisprudences concernant des avis sur des thèmes complexes fiscaux, des avis préliminaires créent souvent dans ces juridictions des sécurités juridiques.

Perspectives:

Les pays et les sociétés concernés ont la possibilité d'introduire un recours en annulation contre les décisions de la Commission. Un jugement du tribunal de première instance ou éventuellement de la cour européenne pourrait cependant nécessiter plusieurs années.

Plusieurs décisions de la Commission relatives à des cas similaires sont d'ailleurs très attendues, et notamment pour Amazon (Luxembourg) et Apple (Irlande). De plus, des informations complémentaires relatives à des rulings précis accordés par différents états-membres ont été demandées afin d'ouvrir éventuellement une enquête. En octobre 2015, l'UE a obtenu un accord afin d'instaurer un échange automatique en matière de rulings. Cette mesure devrait renforcer la lutte contre les rulings abusifs et illégaux.

En définitive, la décision de la Commission n'apporte pas de réelles nouveautés, malgré l'intérêt affiché des médias, sinon une sorte de « manuel d'utilisation » relatif à la détermination des prix de comparaison. Les rulings sont, dans la mesure où ils restent conformes à la législation en vigueur, à la fois admissibles, importants et résultent d'une pratique courante dans quasiment tous les pays membres. D'ailleurs personne ne semble vouloir changer ceci.

OBLIGATION D'UN REPORTING A LA BCL POUR DES SOCIETES DE PARTICIPATION A FINANCEMENT EXTERNE

Changements en vigueur à partir du 1er décembre 2014

Avec le règlement 2014/17 de la Banque Centrale luxembourgeoise, les sociétés de participation financière dont le total du bilan dépasse 500 millions d'euros et dont l'activité se limite à l'acquisition et à la détention de participations à travers un financement purement externe, doivent effectuer un reporting périodique auprès de la BCL.

Ce nouveau règlement complète le règlement 2011/8 et élargit son champ d'application par les éléments cités ci-dessus.

PROJET DE LOI « S.À R.L.-S »

Projet de loi de « la petite S.à r.l. » toujours en attente.

Début 2015, le gouvernement a présenté un projet de loi à la Chambre des Députés concernant les « S.à r.l. ». Il n'y a pas eu depuis beaucoup d'évolution dans ce dossier qui permettrait au Luxembourg de réduire l'écart avec ses voisins et de gagner en matière de compétitive.

Similaire à la « SPRL-Starter » en Belgique ou la « UG (haftungsbeschränkt) » en Allemagne, la loi permettrait grâce à une démarche extrêmement simplifiée de créer une « S.à.r.l. simplifiée » (S.à.r.l.-S). Le législateur a prévu un modèle « 1-1-1 », c'est-à-dire une société qui peut être

« S.à r.l.-S »

• Constitution

- acte sous seing privé
- 1,- € de Capital Social
- Enregistrement au RCS à tarifs avantageux

• Associés

- Un seul associé nécessaire
- Seulement des personnes physiques
- possibilité d'être associé que d'une seule S.à r.l.-S

• Champs des activités

- seulement des activités qui nécessitent une autorisation d'établissement d'activités

créée par une personne en un jour avec un capital social d'un euro. Autre atout de cette nouvelle forme : il est possible de créer cette société par un acte sous seing privé, c'est-à-dire sans l'intervention d'un notaire, mais aussi avec des frais réduits au niveau des formalités à accomplir auprès du Registre de Commerce et des Sociétés.

En même temps, le législateur a prévu des restrictions : seule une personne physique peut créer une telle société. Elle ne pourra en outre devenir associée que d'une seule S.à.r.l.-S. La restriction la plus importante sera notamment celle qui contraint la société à n'avoir pour domaine d'activité que celui nécessitant une autorisation d'établissement.

Contrairement au modèle allemand, la loi ne prévoit pas d'obligation d'augmentation du capital. Si les associés décident d'augmenter le capital au niveau de celui d'une S.à r.l. classique, ils ont le choix de convertir leur société en S.à r.l. Cette conversion nécessitera cependant la certification des statuts par un notaire.

A présent, il faudra attendre à quand et sous quelle forme le législateur finalisera ce projet.

ADAPTATION DE L'INDICE REPORTE

La prochaine adaptation aura probablement lieu au cours de l'été 2016

Début 2015, le STATEC avait prévu une augmentation de l'indice pour 2016. Une prévision qui avait été immédiatement démentie par le Ministre des Finances. Le Ministre de l'Economie avait pourtant annoncé encore au mois de juillet une augmentation prévue au cours du 3e trimestre 2015.

Désormais, le STATEC affirme qu'une augmentation aurait lieu au plus tôt au milieu de l'année 2016. En effet, suite à la baisse des prix pétroliers et à la réévaluation de l'Euro, les estimations font état d'un taux d'inflation de 0,5 % pour 2015 et de 1,3 % pour 2016.

JOURS FERIES LEGAUX EN 2016

Nouvel An	1 ^{er} janvier (Vendredi)
Lundi de Pâques	28 mars
1 ^{er} mai	1 ^{er} mai (Dimanche)
Ascension	5 mai (Jeudi)
Lundi de pentecôte	16 mai
Fête nationale	23 juin (Jeudi)
Assomption	15 août (Lundi)
Toussaint	1 novembre (Mardi)
Noël	25 décembre (Dimanche)
Saint Etienne	26 décembre (Lundi)